



RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE



Centre financier
Distribution
Paris 15^e

Lundi 29 janvier 2024

Solidarité avec la colère des agriculteurs :

C'EST LE CAPITALISME QUI NOUS AFFAME TOUS !

Malgré les quelques annonces d'Attal, des blocages sont prévus cette semaine, chapeautés par des syndicats agricoles qui appellent à la fois « au calme » et à la « détermination ». La FNSEA, les Jeunes agriculteurs et la Coordination rurale, qui ont l'habitude de bien calibrer les actions spectaculaires de leurs troupes ont visiblement peur d'être débordés.

Le gouvernement est fébrile également. Si Attal promet un paquet d'annonces supplémentaires (la carotte), Darmanin, déjà, change de ton (le bâton). Du « *On ne répond pas à la souffrance en envoyant les CRS* » (merci pour tous ceux que les CRS ont cognés et qui ne souffrent sans doute pas assez aux yeux du ministre !), il passe à la promesse d'un « *dispositif défensif important* » contre tout blocage de Paris et masse des blindés devant Rungis !

Dans le monde du travail, c'est surtout la solidarité avec cette colère qui s'exprime : d'un côté de la chaîne, les plus petits agriculteurs disent ne pas vivre de leur travail et de l'autre, notre salaire ne nous permet pas d'acheter correctement à manger !

Les ennemis des agriculteurs sont à la tête du mouvement... et ne ciblent que des épouvantails !

Entre les deux, des grands capitalistes dont les profits dépendent du faible prix auquel ils achètent les matières premières, de l'exploitation des travailleurs des usines agroalimentaires et des supermarchés et, au bout du bout, des surpris au détail qu'ils nous infligent.

Certains producteurs laitiers ont ciblé Lactalis, numéro un mondial des produits laitiers (marques Lactel ou Président...) et presque 400 millions d'euros de bénéfice en 2022. Avec Lactalis, il y a toutes les coopératives (Paysan Breton, Francine, Florette et autres Yoplait) possédées sur le papier par les agriculteurs mais qui leur imposent en réalité la loi du marché. Et, à la tête de ces coopératives, on retrouve les plus gros rats des champs, souvent des cadres de la FNSEA dont le chef, Arnaud Rousseau,

dirige le groupe Avril (Lesieur, Puget), plus de 200 millions d'euros de bénéfice en 2022.

Pas étonnant qu'au sommet de ce « monde agricole » on préfère crier haro sur les fruits espagnols, les poulets polonais et le blé ukrainien ! Et tout l'échiquier politique, de la gauche à l'extrême droite de reprendre en cœur... mais sans jamais dire que l'agriculture française est une des premières du monde et inonde de lait et de céréales les marchés des pays les plus pauvres, notamment ceux de l'ancien empire colonial !

À la ville et à la campagne, le problème c'est le capitalisme

Les agriculteurs expérimentent la violence d'une société capitaliste qui leur promet l'indépendance à la ferme mais les asservit à sa loi du fric. Ils mettent le gouvernement dans l'embarras. Et si c'était l'occasion de toutes et tous rentrer dans la danse, avec nos revendications et nos moyens de lutte ? D'ailleurs, ça tombe bien, des journées de grève nationales sont prévues, le 30 janvier à EDF pour des augmentations de salaire, le 1er février dans l'Éducation nationale contre les attaques concoctées par Attal lors de son passage éclair à ce ministère et pour plus de moyens, à partir du 6 février dans les technicentres SNCF et les ateliers de maintenance RATP...

Dans de nombreuses entreprises, les négociations annuelles sont chamboulées par des grèves. Des luttes déterminées sont la seule voie à suivre pour imposer les augmentations de salaire qu'il nous faut, pour enfin vivre et ne plus survivre comme on le lit sur les banderoles des piquets de grève.

Les agriculteurs montrent non seulement que bloquer le pays est possible, mais que c'est la seule façon de faire reculer le gouvernement. Ils ont leurs tracteurs pour cela, mais, pour les salariés, il nous suffirait de cesser le travail pour que le pays soit complètement à l'arrêt.

Mais pour porter le rapport de force à un niveau qui les ferait vaciller, il ne faudra pas s'en tenir au « chacun dans son coin » des directions syndicales. Il va falloir s'y mettre toutes et tous, dans un grand mouvement d'ensemble !

Des clopinettes

La Poste a révélé les chiffres des augmentations de salaires des contractuels pour les prochaines NAO.

Elle se donne des airs de grand prince en prétendant nous « offrir » 2,5 % d'augmentation deux fois dans l'année, mais quand on le rapporte à l'inflation — qui ne cesse de grimper ! — ça n'est pas grand chose.

En plus de ça, tout le monde n'aura le même pourcentage. Pour les catégories du bas de l'échelle, ce sera 2,1 % sur le salaire de base et 2,5 % sur le complément... soit à peu près 35 euros par mois. Et les fonctionnaires, eux, ne sont même pas concernés !

Il est grand temps de se battre pour des salaires qui nous permettent de vivre correctement. Nos collègues des PIC ont déjà commencé, en Gironde ou dans le Nord, où des débrayages ont eu lieu pour des augmentations dignes de ce nom. Ils appellent tout le monde à les rejoindre. À nous de jouer !

Table rase contre les inégalités

Dans sa lettre de vœux, le PDG de La Poste, Philippe Wahl, se félicite que La Poste est « l'une des rares entreprises à atteindre l'égalité salariale entre les femmes et les hommes ».

C'est sûr que comme nous sommes en grande majorité au ras du Smic, ça laisse peu de place aux inégalités.

À bout de souffle

Dans sa communication, Philippe Wahl félicite également les 140 postiers et postières qui « seront porteurs de la flamme olympique » et qui « nous représenteront avec une immense fierté ». Pour courir au service de La Poste, pas besoin de participer aux cérémonies des JO, il suffit de bosser quotidiennement. Car la diversification tant vantée par notre patron dans sa lettre, ce sont d'abord des tournées rallongées et des réorganisations à n'en plus finir...

De quoi être essoufflé !

À la poste britannique, c'est le patron qui vient d'être viré !

Le président du *Post Office* à été demis de ses fonctions à la suite d'un scandale témoignant de tout le mépris patronal. Entre 1999 et 2015, des centaines de responsables des guichets avaient injustement été poursuivis pour vol, dont 236 ont fait de la prison et 4 se sont suicidés.

Sauf que le problème venait d'un logiciel, nommé Horizon, qui provoquait des erreurs de comptabilité, et que la direction refusait de mettre en cause. Ces postiers ont été traînés dans la boue et ont vécu plus de 20 ans de procédures judiciaires.

Le premier ministre Rishi Sunak à été obligé de reconnaître « une des plus grandes erreurs judiciaires »

du pays... mais seulement après qu'une série télévisée *Mr Bates versus the PostOffice* a récemment dénoncé le scandale.

Des pays occidentaux suspendent leur aide aux réfugiés palestiniens

Les États-Unis, la Grande-Bretagne, le Canada, l'Australie, l'Italie et la Finlande ont annoncé suspendre leurs financements à l'UNRWA, l'agence des Nations unies pour les réfugiés palestiniens, dont douze membres sont soupçonnés par Israël d'avoir peut-être été impliqués dans l'attaque du Hamas le 7 octobre.

Douze sur 30 000, dont 13 000 employés dans la bande de Gaza. L'UNRWA a licencié les douze personnes visées alors même qu'aucune enquête sérieuse n'a été menée sur les allégations israéliennes. En attendant, ce sont des centaines de milliers de réfugiés qui auront moins de nourriture, moins de médicaments et des conditions de vie encore plus précaires.

Un cyclone aux conséquences évitables

Après le passage du cyclone Belal à la Réunion, non seulement 150 000 familles ont vécu plusieurs jours de coupure d'électricité et d'eau, notamment à cause des économies d'EDF sur l'entretien du réseau, mais la dévastation des cultures va aggraver la situation des agriculteurs et travailleurs les plus pauvres.

Les promesses vaseuses de Darmanin venu en visite éclair n'ont pas fait grande illusion. Restés cloîtrés pendant deux jours, les travailleurs du secteur privé ont eu ensuite la mauvaise surprise d'apprendre qu'ils ne seraient pas payés. Les patrons n'en ratent pas une pour nous faire les poches !

Macron chez l'ultra-nationaliste Modi

L'Inde célèbre la 75^e édition du Jour de la République, fête nationale du pays. En invité d'honneur : Emmanuel Macron, qui avait convié l'an dernier le Premier ministre, Narendra Modi, à participer à Paris aux célébrations du 14 juillet.

Cette visite apparaît surtout comme un appui au Premier ministre indien, nationaliste hindou fanatique, engagé dans une campagne en vue des élections législatives d'avril prochain. Il a d'ailleurs lancé sa campagne en grande pompe le 22 janvier en inaugurant un temple à la gloire du dieu Rama. Un symbole de sa politique nationaliste hindouiste, sur un site autrefois occupé par une mosquée et dont la destruction avait déclenché, en 1992, de violentes émeutes religieuses et fait plus de 2 000 morts, en majorité musulmans. Cette initiative a été perçue comme une nouvelle preuve de la volonté de Modi d'écraser la minorité musulmane du pays – et les autres au passage. Mais tout à sa pseudo-stratégie indo-pacifique, Macron ignore superbement la situation des droits humains dans le pays.